

BULLETIN OFFICIEL

du
Département
de
l'Isère

2019
Mai
N° 349
TOME 1



BULLETIN OFFICIEL DU DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE

TOME 1

SOMMAIRE

DIRECTION GENERALE DES SERVICES

Objet : Convention CAF médiation numérique service civique Porte des Alpes

Politique : Cohésion sociale

Programme : Plan citoyenneté

Opération : jeunesse citoyenneté

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 mai 2019, dossier
N° 2019 CP A 02 4

Service des assemblées

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission
départementale d'orientation de l'agriculture
Arrêté n° 2019-3001 du 7/04/2019

Désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission
départementale d'avis d'opportunité pour la création de micro-crèches en cas d'empêchement
de Madame Sandrine Martin-Grand
Arrêté n°2019-3097 du 15 mai 2019

Objet : Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives
et les organismes extérieurs

Politique : Administration générale

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 mai 2019,
dossier N° 2019 CP F 32 71

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT

Service agriculture et forêts

Objet : Admissions en non-valeur - taxes d'urbanisme

Politique : Logement

Extrait des délibérations de la commission permanente du 17 mai 2019, dossier
N° 2019 CP C 11 37

DIRECTION DE L'AUTONOMIE

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

Tarifs hébergement et dépendance du centre de jour « Gabriel Péri » de Saint-Martin-d'Hères
Arrêté n° 2019-2384 du 15/04/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD de Miribel
Arrêté n° 2019-2408 du 15/04/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « La Ramée » à Allevard
Arrêté n° 2019-2421 du 16/04/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « L'Arc-en-Ciel » à Tullins
Arrêté n° 2019-2453 du 17/04/2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD « Lucie Pellat » à Montbonnot
Arrêté n° 2019-2690 du 3 mai 2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD médico-social hospitalier de La-Tour-du-Pin
Arrêté n° 2019-2756 du 2 mai 2019

Tarifs hébergement et dépendance du centre de jour « Les Alpins » à Grenoble
Arrêté n° 2019-2965 du 3 mai 2019

Tarifs hébergement et dépendance de l'établissement EHPAD « La Maisoun » du centre hospitalier de La Mure
Arrêté n° 2019-3089 du 13 mai 2019

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile
Arrêté n° 2019-1870 du 23/04/2019

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile
Arrêté n° 2019-1875 du 29/04/2019

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile
Arrêté n° 2019-1894 du 23/04/2019

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile
Arrêté n° 2019-2578 du 29/04/2019

Autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile
Arrêté n° 2019-2579 du 29/04/2019

DIRECTION DE L'EDUCATION, DE LA JEUNESSE ET DU SPORT

Tarifification 2019 accordée à l'établissement «Les Guillemottes», géré par l'association Œuvre du Bon Pasteur
Arrêté n° 2019-2271 du 16/05/2019

Service Accueil en protection de l'enfance

Tarifification 2019 accordée au service accueil généraliste de la Maison des adolescents du bassin Sud-Isère géré par l'association CODASE
Arrêté 2019-2347 du 25/04/2019

Tarifification 2019 accordée à l'établissement Le Sasep, géré par l'association ALTACAN
Arrêté n° 2019-2412 du 25/04/2019

Tarifification 2019 accordée à l'établissement La maison du Barbaz, géré par l'association ALTACAN
Arrêté n° 2019-2413 du 25/04/2019

Tarifification 2019 accordée au service de droit de visite, géré par l'association CODASE
Arrêté n° 2019-2414 du 25/04/2019

Tarifification 2019 accordée à l'établissement La Clef des champs géré par l'association ORSAC
Arrêté n° 2019-2416 du 25/04/2019

Tarifification 2019 accordée à l'établissement Les Clefs, géré par l'association ORSAC
Arrêté n° 2019-2417 du 25/04/2019

DIRECTION DES FINANCES

Objet : Subventions d'équipement des collèges
Politique : Education
Programme :
Opération :
Equipement des collèges
Mobiliier matériel des collèges
Extrait des deliberationsde la commission permanente du 17 mai 2019,
dossier N° 2019 CP D 07 54

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Cellule Prospective et pilotage

Objet : Adaptation des emplois
Politique : Ressources humaines
Programme :Effectifs budgétaires
Extrait des deliberationsde la commission permanente du 17 mai 2019, dossier
N° 2019 CP F 31 68

Service gestion du personnel

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise
Arrêté n° 2019-2198 du 18/04/2019

Délégation de signature pour la direction de l'autonomie
Arrêté n° 2019-2201 du 18/04/2019

Délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes
Arrêté n° 2019-2206 du 18/04/2019

Délégation de signature pour la direction des finances
Arrêté n° 2019-2317 du 23/04/2019

Délégation de signature pour la direction de l'innovation numérique et des systèmes
d'information
Arrêté n° 2019-2733 du 09/05/2019

Attributions de la direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information
Arrêté n° 2019-2734 du 10/05/2019

Délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne
Arrêté n° 2019-2740 du 09/05/2019

Délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse
Arrêté n° 2019-2894 du 15/05/2019

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT

Service collectivités locales et partenariats

Objet : Plan Écoles - définition du dispositif
Politique : Equipement des territoires
Programme : Plan Ecoles
Extrait des deliberationsde la commission permanente du 17 mai 2019,
dossier N° 2019 CP C 14 42

**



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 17 mai 2019
DOSSIER N° 2019 CP A 02 4

Objet : Convention CAF médiation numérique service civique Porte des Alpes

Politique : Cohésion sociale

Programme : Plan citoyenneté
Opération : jeunesse citoyenneté

Dépôt en Préfecture le : 22 mai 2019

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP04 A 02 4,

Vu l'avis de la Commission de l'action sociale et des solidarités,

DECIDE

d'approuver et d'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe.



CONVENTION DE PARTENARIAT
Convention de mise à disposition d'une personne volontaire en service civique pour
l'accompagnement des usagers allocataires.

Entre les partenaires suivants :

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Isère

Dont le siège social est situé : 3 rue des Alliés, 38051 Grenoble cedex 9

Représentée par Monsieur Claude Chevalier, Directeur,

Et

Le Conseil départemental de l'Isère

Dont le siège social est situé : 7, rue Fantin Latour, CS 41096, 38022 Grenoble cedex 1

Représenté par Monsieur Jean-Pierre Barbier, Président,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1. OBJET DE LA CONVENTION

Afin de développer et de garantir l'accessibilité à ses services, mais aussi d'établir des échanges efficaces tant pour l'allocataire que pour la gestion de sa situation, la Caf de l'Isère s'est accordée, pour que cette dernière mette à disposition des allocataires, dans les locaux de la cité des familles, un accès au site Internet caf.fr. En 2019, les partenaires souhaitent engager une démarche de diagnostic de l'autonomie numérique des allocataires. L'expérimentation vise à détecter les situations de précarité numérique et d'orienter les allocataires vers des formations adaptées et dispensées sur le territoire du Nord Isère, afin de les rendre autonomes dans leurs démarches d'accès aux droits.

Le Département de l'Isère a mis en place des missions de médiation numérique avec des volontaires en services civiques au sein de ses services, pour soutenir l'accès aux droits sociaux des usagers. La Maison du Département de la Porte des Alpes accueille ainsi deux volontaires pour un contrat de 8 mois, de novembre à juin.

La Caf de l'Isère s'accorde avec le Conseil départemental de l'Isère, afin qu'il mette à disposition de ces mêmes usagers, une personne volontaire du service civique, qui assurera le diagnostic d'autonomie numérique et l'accompagnement des allocataires à la navigation sur le site caf.fr, une demi-journée par semaine.

Cette démarche a pour objectif de faciliter l'accès des allocataires à l'information et à leurs droits et à favoriser leur autonomie dans les démarches administratives, quel que soit leur lieu d'habitation. Elle permet également au volontaire de découvrir l'environnement de travail de la Caf et de participer éventuellement à des actions collectives.

Article 2. DESCRIPTION DE L'OFFRE PROPOSÉE AUX USAGERS

La Cité des familles, dans ses locaux situés 45 avenue Maréchal Leclerc à Bourgoin-Jallieu, met à disposition un ordinateur offrant un accès en libre-service au site Internet caf.fr, ceci accessible pendant les horaires d'ouverture habituels de la Cité des familles.

Les usagers qui le souhaitent peuvent également bénéficier d'un accompagnement par une personne volontaire du service civique pour diagnostiquer leur niveau d'autonomie numérique via le site « Les Bons Clics », orienter les allocataires de niveau débutant ou intermédiaire vers une offre de formation adaptée sur le territoire, consulter le site Internet, et faire leurs démarches en ligne. Cette personne est présente chaque mercredi de 13h30 à 17h.

Article 3. DESCRIPTION DES MOYENS MATÉRIELS MOBILISÉS

Pour que les allocataires puissent accéder au caf.fr et au site Les Bons Clics, la Cité des familles de la Caf de l'Isère met à leur disposition son propre matériel informatique, constitué d'un ordinateur et d'une imprimante.

Des présentoirs sont aussi mis à disposition, afin que le Département et la Caf puisse déposer des plaquettes, guides et affiches utiles à l'information du public.

Article 4. ENGAGEMENTS RESPECTIFS DES PARTENAIRES

4.1 Principes généraux

La Caf de l'Isère via la Cité des familles s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant les principes d'égalité de traitement.

Elle s'engage à offrir un service de qualité, répondant aux besoins du public et en respectant les règles de confidentialité. À noter que les intervenants (salariés, bénévoles, stagiaires, volontaires du service civique...) ne notent pas ou ne conservent pas les données d'authentification à la rubrique « mon compte » du site caf.fr, que des allocataires pourraient leur transmettre lors des démarches de facilitation numérique.

La Cité des familles s'engage également à informer la Caf de l'Isère de tout changement ou souhait de changement impactant l'offre numérique négociée. Les modifications apportées devront faire l'objet d'un avenant.

4.2 Conditions générales d'accueil

La personne volontaire service civique en charge de l'accompagnement des usagers est mise à disposition par le Conseil Départemental de l'Isère. Toutefois, pour les questions relatives à l'offre faite aux allocataires de la Caf, le Partenaire désigne la ou les personne(s) référente(s) suivante(s) :

Madame Fragola Sarah
Responsable de la Cité des familles
04 74/43/63/76 sarah.fragola@cafisere.cnafmail.fr

Pour améliorer l'offre faite aux usagers, la responsable de la cité des familles, le Conseil départemental de l'Isère et la personne volontaire du service civique s'engagent à signaler à la Caf les difficultés ou dysfonctionnements récurrents qu'ils constatent concernant l'accompagnement ou l'utilisation du caf.fr. Ceci permettra le cas échéant, de mettre en place des actions permettant d'améliorer le service ou d'apporter un complément de formation aux accompagnateurs.

4.3 Communication

Le Conseil départemental de l'Isère et la Caf de l'Isère s'engagent à faire connaître ce point d'accès sur le site Internet caf.fr dès qu'ils en ont l'opportunité, et dans l'ensemble des supports dont ils ont la maîtrise : revues, journaux locaux, site Internet, médias, etc.

4.4 Formation des personnes référentes

La Caf forme les personnes référentes à la navigation et à l'accompagnement des usagers sur le caf.fr. Elle les tient également informées des évolutions liées au site, et s'engage à assurer, à la demande du partenaire, des formations complémentaires ou des remises à niveau. Les personnes en charge de cette formation et du suivi sont :

Cindy Drogue
Chargée de mission caf.fr
04.76.20.62.29 / cindy.drogue@cafisere.cnafmail.fr

et

Claire Lopez
Référente caf.fr
04.76.20.61.39 / claire.lopez@cafisere.cnafmail.fr

Une documentation incluant les coordonnées des interlocuteurs de la Caf est remise aux personnes formées. La Caf transmet également au nom du partenaire, la signalétique permettant d'identifier l'existence de l'accès au caf.fr.

Article 5. SUIVI ET ÉVALUATION

Un suivi régulier de l'expérience sera effectué via des échanges réguliers entre la Caf de l'Isère, et le Conseil départemental de l'Isère. Les représentants du Pôle relation de service de la Caf s'engagent à assurer un suivi de cette activité, dans le cadre habituel de l'accompagnement des partenaires.

Un bilan sera fait par les deux partenaires, à la fin de cette expérience.

Article 6. DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet pour une durée d'un an à compter du 1^{er} mai 2019. Au-delà de cette première période, elle sera reconduite tacitement par période de douze mois.

Elle pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois adressés par lettre recommandée avec avis de réception. Elle pourra également être résiliée d'office par la Caf de l'Isère, sans préavis, en cas de :

- cessation d'activité du partenaire,
- constatation d'usage des fonds non conforme à leur destination,
- non-respect des engagements.

La présence du volontaire en service civique est soumise à la durée de mission prévue par le Conseil départemental. Pour 2019, la mission se termine à la fin du mois de juin, et reprendra en novembre.

Fait en double exemplaire,

À Grenoble, le

Pour la Caf de l'Isère

A Grenoble, le

Pour le Conseil départemental

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté n° 2019-3001

Direction générale des services
Service des assemblées

Arrêté portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale d'orientation de l'agriculture

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2015-2562 du 2 avril 2015 désignant Monsieur Robert Duranton, Vice-président chargé de l'agriculture, de l'irrigation, de la filière bois et de l'environnement,

Arrête :

Article 1 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté n° 2015-2864 portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale d'orientation de l'agriculture.

Article 2 : Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission départementale d'orientation de l'agriculture par Monsieur Robert Duranton.

Article 3 : La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le : 7 mai 2019



**Arrêté n°2019-3097 du
15 mai 2019**

Arrêté portant désignation du représentant du Président du Conseil départemental de l'Isère à la Commission départementale d'avis d'opportunité pour la création de micro-crèches en cas d'empêchement de Madame Sandrine Martin-Grand

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 3221-1 et L 3221-7,

Vu l'élection du Président du Conseil départemental, lors de la séance de l'assemblée départementale du 2 avril 2015,

Vu l'arrêté n°2017-9147 du 24 octobre 2017 désignant Madame Sandrine Marin-Grand, Vice-présidente chargée de la famille, de l'enfance et de la santé,

Vu l'arrêté n°2019-1730 du 29 mars 2019 désignant Madame Sandrine Martin-Grand comme sa représentante à la Commission départementale d'avis d'opportunité pour la création de micro-crèches,

Arrête :

Article 1 : Le Président du Conseil départemental de l'Isère est représenté à la Commission départementale d'avis d'opportunité pour la création de micro-crèches par Madame Agnès Menuel pour remplacer, en cas d'empêchement, Madame Sandrine Martin-Grand.

Article 2 : La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le : 21 mai 2019



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 17 mai 2019
DOSSIER N° 2019 CP F 32 71

Objet :	Représentations du Département de l'Isère dans les commissions administratives et les organismes extérieurs
Politique :	Administration générale

Dépôt en Préfecture le : 22 mai 2019

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP04 F 32 71,

Vu l'avis de la Commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

Vu les articles L.3121-22 et L.3121-23 du code général des collectivités territoriales qui précisent que le Département doit désigner ses représentations dans les organismes extérieurs ;

Vu la décision du Conseil départemental du 30 avril 2015 procédant à la désignation des représentants du Département dans les organismes extérieurs ;

Vu l'article R613-5 et suivants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre concernant le conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et mémoire de la nation ;

Vu les nouveaux statuts de la Société Dauphinoise pour l'Habitat (SDH) ;

Vu les nouveaux statuts de l'Association de Gestion des Centres de Santé de Grenoble (AGESCA) ;

Vu les nouveaux statuts de la CDC Habitat ;

d'actualiser les représentants du Département en désignant :

- Madame Martine Kohly en tant que membre titulaire au sein du Conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre et mémoire de la nation,
- Monsieur Christian Coigné en tant que membre titulaire et Madame Anne Gérin en tant que membre suppléant au sein de la Société Dauphinoise pour l'Habitat,

au sein du Conseil d'administration de l'Association de Gestion des Centres de Santé de Grenoble (AGECSA)

- avec voix délibérante : Madame Magali Guillot en tant que membre titulaire et Madame Sandrine Martin-Grand en tant que membre suppléant.
- avec voix consultative : Madame Amandine Germain en tant que membre titulaire et Monsieur Jean-Loup Macé en tant que membre suppléant
- . Monsieur Christian Coigné en tant que membre titulaire au sein du comité d'orientation stratégique de la CDC Habitat.

ENJEUX

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : Elle a pour objet de gérer des centres de santé selon l'Ordonnance n°2018-17 du 12 janvier 2018 relative aux conditions de création et de fonctionnement des centres de santé. Les usagers de ces centres de santé sont prioritairement les habitants des quartiers où ils sont implantés. L'AGECSA assure ses missions en partenariat avec tout acteur partageant ses valeurs ou pouvant contribuer à la mise en œuvre de son objet. Notamment proposer une offre de santé variée, adaptée aux besoins des populations et propice à l'amélioration de leur santé, lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé, contribuer à la formation des futurs professionnels, et promouvoir le modèle centre de santé de l'AGECSA.
- **Composition et fonctionnement** : Le Conseil d'administration se compose de 16 membres réparti en 5 collèges avec voix délibérative et un collège avec voix consultative **représentant l'opposition de chacune des entités territoriales** :
 - Collège 1 : Entités territoriales : Ville/CCAS, Département, Métro soit 3 sièges (un pour chaque entité) ;
 - Collège 2 : les établissements de santé, d'enseignement et de recherche ;
 - Collège 3 : salariés ;
 - Collège 4 : Usagers ;
 - Collège 5 : Société civile.Chaque siège est porté par un titulaire et un suppléant.
- **Implication pour le Département** :
 - L'AG se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par la Présidence ou sur la demande d'un collègue votant à la majorité de ses membres.
 - Les membres des entités territoriales sont désignés pour la durée de leur mandat.

ENJEUX

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : Elle a pour mission la construction et la gestion des logements à destination des populations à revenus modestes. C'est une société anonyme d'habitation à loyer modéré régie par les lois et règlements en vigueur sur les dispositions du livre IV du code de la construction et de l'habitation ainsi que les dispositions non contraires du code civil, du code du commerce et du décret n°67-236 du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales.
- **Composition et fonctionnement** : Elle est administrée par un conseil d'administration composé de 18 membres comme suit :
 - La SAFILAF, Société Auxiliaire pour le Financement du logement des Alpes Françaises, (7 sièges)
 - Action logement (3 sièges)
 - Caisse d'Epargne Rhône-Alpes (2 sièges)
 - Grenoble Alpes Métropole (1 siège)
 - Le Conseil départemental (1 siège)
 - La Communauté d'agglomération du Pays voironnais (1 siège)
 - Représentants des locataires (3 sièges).

Font partie également du Conseil d'administration :

- 2 commissaires aux comptes,
 - 4 représentants du Comité d'Entreprise
 - 5 membres associés.
- **Implication pour le Département** :
 - Les administrateurs sont nommés pour 3 ans, et doivent être âgés de moins de 70 ans,
 - le Conseil d'administration se renouvelle chaque année par roulement, de façon telle que ce renouvellement porte sur le tiers des membres du conseil d'administration,
 - Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du président aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

REPRESENTATION DU DEPARTEMENT CONSEIL DEPARTEMENTAL POUR LES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE ET MÉMOIRE DE LA NATION

Contact : DGS – Service des assemblées

Date de dernière mise à jour : 9 May 2019

ENJEUX

Le Conseil départemental pour les Anciens Combattants et Victimes de Guerre et la Mémoire de la Nation doit être renouvelé avant le 1^{er} juillet 2019. Le mandat de 4 ans des membres arrive à son terme.

- **But et mission poursuivis par l'organisme** : Il émet des vœux sous forme de délibérations sur la politique générale de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre et sur les modalités de l'action sociale de l'office dans le département. Il se prononce sur les demandes individuelles de prêts, subventions et aides diverses aux ressortissants de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, dans le cadre de la politique d'action sociale de l'Office. Le Conseil départemental donne également son avis sur la délivrance du diplôme d'honneur de porte-drapeau, sur les projets relatifs à la politique de mémoire dans le département, et sur l'attribution de l'insigne des victimes civiles.
- **Composition et fonctionnement** : il comprend les membres suivants, nommés par arrêté préfectorale :
 - le 1^{er} collège comprend : le Préfet, le maire du chef-lieu de département, **un membre du conseil départemental**, le délégué militaire départemental, la directrice académique des services départementaux de l'éducation nationale ou son représentant, la directrice des archives départementales ou son représentant et nommé par le Préfet sur proposition des administrations ou organismes compétents. L'ensemble des membres du 1^{er} collège sont nommés par le Préfet.
 - Le 2^{ème} collège comprend 16 à 24 membres appartenant aux catégories de ressortissants énumérées par l'article L 611-2 répartis dans les conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des anciens combattants.
 - Le 3^{ème} collège comprend : 9 membres représentant les associations départementales les plus représentatives qui œuvrent pour les missions mémorielles et la citoyenneté.

Les membres du 1^{er} collège sont nommés sur proposition des administrations ou organismes compétents.



EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

Séance du 17 mai 2019
DOSSIER N° 2019 CP C 11 37

Objet :	Admissions en non-valeur - taxes d'urbanisme
Politique :	Logement

Dépôt en Préfecture le : 22 mai 2019

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP04 C 11 37,

Vu l'avis de la Commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

d'arrêter le montant des créances considérées comme irrécouvrables à la somme de 3 157 €, conformément au tableau joint en annexe.

Admissions en non-valeur - taxes d'urbanisme - CP du 17 mai 2019

N° permis de construire	Commune de construction	Nom	Montant Taxe ENS	Montant Taxe CAUFE	Montant total	Motif
PC 3370910016	Rives	M. L. C.	1,140.00 €	139.00 €	1,279.00 €	Liquidation judiciaire du 02/05/2017, attestation d'irrecouvrabilité du 27/12/2018
DT 48604F9073	Seyssins	M. A. J.P.	2.00 €	3.00 €	5.00 €	Liquidation judiciaire du 20/12/2016, clôture pour insuffisance d'actif du 17/08/2017
PC 01206L1061	Aoste	M. C. P.	291.00 €	0.00 €	291.00 €	Liquidation judiciaire du 20/07/2011, attestation d'irrecouvrabilité du 17/09/2013
PC 1990910006	Jardin	M. et Mme A. I.	1,094.00 €	116.00 €	1,210.00 €	Liquidation judiciaire du 14/05/2013, clôture pour insuffisance d'actif du 26/07/2018
PC 4670920016	Salagnon	M. et Mme S. J-M.	355.00 €	17.00 €	372.00 €	Liquidation judiciaire du 18/06/2013, clôture pour insuffisance d'actif du 19/02/2017
Total des admissions en non-valeur					3,157.00 €	



Arrêté n° 2019-2384

Direction de l'autonomie
 Service des établissements et services pour personnes âgées

Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance du centre de jour « Gabriel Péri » de Saint-Martin-d'Hères

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2017 DOB A 05 01 adoptée par l'assemblée départementale en date du 17 novembre 2017 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental,

Sur proposition de la Directrice générale des services,

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2018, les dépenses et recettes du centre de jour « Gabriel Péri » de Saint-Martin-d'Hères sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	43 700,00 €	1 650,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	47 439,06 €	67 487,57 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	6 314,00 €	00,00 €
	Reprise du résultat antérieur	00,00 €	00,00 €
	Déficit	00,00 €	00,00 €
TOTAL DEPENSES		97 453,06 €	69 137,57 €
Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	89 953,06 €	66 918,34 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 500,00 €	00,00 €
	Groupe III Produits financiers et produits encaissables	00,00 €	00,00 €
	Reprise de résultats antérieurs	00,00 €	2 219,23 €
	Excédent	00,00 €	00,00 €
TOTAL RECETTES		97 453,06 €	69 137,57 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au centre de jour « Gabriel Péri » de Saint-Martin-d'Hères sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2019** :

Tarif hébergement

Tarif journalier accueil de jour	32,91 €
Tarif journalier des moins de 60 ans	58,45 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	36,64 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	23,26 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	9,84 €

Article 3 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 4 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 5 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 23 avril 2019



Arrêté n° 2019-2408

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD de Miribel**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Les dépenses et recettes du budget hébergement de l'EHPAD de Miribel sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Titre I Charges de personnel	725 134,25 €
	Titre III Charges à caractère hôtelier et général	980 200,00 €
	Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles	498 827,00 €
	TOTAL DEPENSES	2 204 161,25 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Titre III Produits afférents à l'hébergement	2 154 319,25 €
	Titre IV Autres Produits	49 842,00 €
	TOTAL RECETTES	2 204 161,25 €

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2019 est fixé à 599 989,76 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mai à décembre s'établit à 232 340,50 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (58 085,12 € pour les mois de mai et juin et 87 127,69 €, le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	599 989,76 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département, de l'hébergement temporaire	34 270,33 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	0,00 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	165 442,96 €
Déduction des moins de 60 ans	37 821,34 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	362 455,13 €
Montant de la somme déjà perçue par l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance au titre des résidents de moins de 60 ans et des Gir 1 à 4 isérois pour les mois de janvier, février, mars et avril 2019	130 114,63 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en trois fois)	232 340,50 €
Montant à verser pour les mois de mai et juin 2019	58 085,12 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 2 derniers trimestres de l'année)	87 127,69 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 90 613,78 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	75,48 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	96,14 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,21 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,36 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,52 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 23 avril 2019



Arrêté n° 2019-2421

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « La Ramée » à Allevard**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, le montant des charges nettes hébergement 2019 est arrêté à la somme de 1 459 186,48 €.

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	438 797,29 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	10 000,00 €
Produits de la tarification dépendance	448 797,29 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mai à décembre s'établit à € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (50 431,79 € pour les mois de mai et juin et 75 647,70 €, le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	448 797,29 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département	20 128 ,50 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	7 565,17 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	136 123,24 €
Déduction des moins de 60 ans	0,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	284 980,38 €
Montant de la somme déjà perçu à l'établissement (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour les mois de janvier, février, mars et avril 2019)	83 253,19 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en trois fois)	201 727,19 €
Montant à verser pour les mois de mai et juin 2019	50 431,79 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 2 derniers trimestre de l'année)	75 647,70 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 71 245,09 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « La Ramée » situé à Allevard sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2019** :

Tarif hébergement « EHPAD »

Tarif hébergement permanent	67,75 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	87,59 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,72 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,69 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,66 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 6 9433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 23 avril 2019



Arrêté n° 2019-2453

Direction de l'autonomie

Service établissements personnes âgées personnes handicapées

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « L'Arc-en-Ciel » à Tullins**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, le montant des charges nettes 2019 est arrêté à la somme de 1 468 229,99 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	455 920 €
Reprise du résultat antérieur	0 €
Produits de la tarification dépendance	455 920 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mai à décembre s'établit à 164 705,11 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (41 176,31 € pour les mois de mai et juin et 61 764,40 €, le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	455 920,00 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département	73 368,42 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	8 874,76 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	120 842,11 €
Déduction des moins de 60 ans	0,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	252 834,71 €
Montant de la somme déjà perçue à l'établissement (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour les mois de janvier, février, mars et avril 2019 versée sous forme de dotation globale)	88 129,60 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en trois fois)	164 705,11 €
Montant à verser pour les mois de mai et juin 2019	41 176,31 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 2 derniers trimestre de l'année)	61 764,40 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « L'Arc-en-Ciel » situé à Tullins sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} mai 2019** :

Tarif hébergement « EHPAD »

Tarif hébergement permanent	68,43 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	90,06 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,11 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	16,57 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,03 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 6 9433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 23 avril 2019



Arrêté n° 2019-2690 du 3 mai 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD « Lucie Pellat » à Montbonnot**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « Lucie Pellat » à Montbonnot sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	566 535,06 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	610 054,40 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	321 626,00 €
	Reprise du résultat antérieur – Déficit	
TOTAL DEPENSES		1 498 215,46 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 411 118,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	87 097,46 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	
	Reprise de résultats antérieurs – Excédent	
	TOTAL RECETTES	1 498 215,46 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé comme indiqué ci-dessous, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Montant du forfait dépendance – places permanentes	424 662,06 €
Montant du financement complémentaire – places temporaires	23 789,84 €
Reprise du résultat antérieur – Déficit	
Produits de la tarification dépendance	448 451,90 €

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de mai à décembre s'établit à 119 086,69 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (36 149,32 € pour les mois de mai et juin et 54 223,99 €, le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	448 451,90 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département, de l'hébergement temporaire	48 140,58 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	9 338,84 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	180 785,76 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	210 186,72 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour les mois de janvier, février, mars, avril et mai 2019)	91 100,03 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en trois fois)	119 086,69 €
Montant à verser pour les mois de juin 2019	17 012,38 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 2 derniers trimestre de l'année)	51 037,15 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 52 546,68 € (montant de la somme annuelle à verser en 2019 / 4) correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « Lucie Pellat » à Montbonnot sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent F1	58,39 €
Tarif hébergement permanent F1 bis	59,49 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	74,98 €

Tarif hébergement F2 occupé par une personne	64,39 €
Tarif hébergement F2 occupé par deux personnes pour chaque personne	54,39 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	27,77 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	17,62 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	7,48 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 8 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 9 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 14 mai 2019



Arrêté n° 2019-2756 du 2 mai 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'EHPAD médico-social hospitalier de La-Tour-du-Pin**

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition du Directeur général des services ;

Arrête :

Article 1 :

Le budget hébergement de l'EHPAD visé en objet est arrêté comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Titres fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Titre I Charges de personnel	850 526,50 €
	Titre III Charges à caractère hôtelier et général	408 875,00 €
	Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles	183 767,85 €
	TOTAL DEPENSES	1 443 169,35 €

Titres fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Titre III Produits afférents à l'hébergement	1 431 378,58 €
	Titre IV Autres Produits	11 790,77 €
	TOTAL RECETTES	1 443 169,35 €

Article 2 :

Le montant du forfait dépendance 2019 est fixé à 462 925,17 €.

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de juin à décembre s'établit à 185 199,03 € (cf. détail ci-dessous). Ce paiement s'effectuera trimestriellement, déduction faite des sommes déjà versées (20 577,67 € pour le mois de juin et 72 021,84 € pour chacun des 3^{ème} et 4^{ème} trimestres 2019).

Montant de la tarification dépendance	462 925,17 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département, de l'hébergement temporaire	64 980,27 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	130 592,96 €
Déduction des moins de 60 ans	
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	267 351,93 €
Montant de la somme déjà perçue par l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance au titre des résidents de moins de 60 ans et des Gir 1 à 4 de janvier à mai inclus 2019	102 730,57 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en trois fois)	164 621,36 €
Montant à verser pour le mois de juin 2019	20 577,68 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 2 derniers trimestres de l'année)	72 021,84 €

Article 4 :

Dans le cas où la tarification dépendance 2020 serait arrêtée postérieurement au 1^{er} janvier de l'année, le Département verserait à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 66 837,98 € (quart du montant de la somme annuelle à verser en 2019). Une régularisation interviendrait sur les versements suivants et après détermination définitive de la dotation de l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance de l'EHPAD sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement permanent	58,93 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	78,00 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,52 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,56 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,60 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'accueil de jour sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement	29,46 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	39,00 €

Tarifs dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	24,52 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,56 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,60 €
-----------------------------	--------

Article 7 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 8 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 9 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 10 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 14 mai 2019



Arrêté n° 2019-2965 du 3 mai 2019

**Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
du centre de jour « Les Alpins » à Grenoble**

Le Président du Conseil départemental

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Conseil départemental, et en application de la convention tripartite signée entre l'Etat, le Conseil départemental et l'établissement

Sur proposition du Directeur général des services,

Arrête

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les dépenses et recettes du centre de jour « Les Alpins » à Grenoble sont autorisées comme suit :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	56 573,00 €	835,00 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	64 445,25 €	167 392,75 €
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 905,00 €	0,00 €
	Reprise du résultat antérieur Déficit	4 137,75 €	83 159,61 €
	TOTAL DEPENSES	161 061,00 €	251 387,36 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement	Montant dépendance
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	153 539,00 €	108 281,00 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	555,00 €	143 106,36 €
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	6 967,00 €	0,00 €
	Reprise de résultats antérieurs Excédent	0,00 €	0,00 €
	TOTAL RECETTES	161 061,00 €	251 387,36 €

Article 2 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables au centre de jour « Les Alpins » à Grenoble sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2019** :

Tarif hébergement

Tarif hébergement	31,23 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	52,46 €

Tarifs dépendance

Tarif dépendance GIR 1 et 2	26,95 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	17,10 €
Tarif dépendance GIR 5 et 6	4,97 €

Article 3 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 4 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 6 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03).

Article 7 :

Le Directeur général des services du Département est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 14 mai 2019



Arrêté n° 2019-3089 du 13 mai 2019
Arrêté relatif aux tarifs hébergement et dépendance
de l'établissement EHPAD « La Maisoun » du centre hospitalier de La Mure

Le Président du Conseil départemental

Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative aux transferts de compétence en matière d'action sociale et de santé ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004, relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement du 29 décembre 2015 et ses décrets d'application ;

Vu la délibération n° 2018 DOB A 05 03 adoptée par l'assemblée départementale en date du 16 novembre 2018 fixant les modalités de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour les personnes âgées et pour les personnes adultes handicapées ;

Vu le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et du II de l'article L. 313-12 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu l'arrêté n° 2019-41 fixant la valeur du point Gir départemental 2018 servant de référence pour le calcul du forfait global dépendance pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions budgétaires de l'établissement présentées au Département ;

Sur proposition de la Directrice générale des services ;

Arrête :

Article 1 :

Pour la section hébergement, les dépenses et recettes du budget de l'EHPAD « La Maisoun » sont autorisées comme suit, au titre de l'exercice budgétaire 2019 :

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Dépenses	Titre I Charges de personnel	760 814,65 €
	Titre III Charges à caractère hôtelier et général	1 334 269,70 €
	Titre IV Charges d'amortissements, de provisions, financières et exceptionnelles	751 328,02 €
	TOTAL DEPENSES	2 846 412,37 €

Groupes fonctionnels		Montant hébergement
Recettes	Titre III Produits afférents à l'hébergement	2 666 046,40 €
	Titre IV Autres Produits	180 365,97 €
	TOTAL RECETTES	2 846 412,37 €

Article 2 :

Pour la section dépendance, le montant du forfait dépendance est fixé à 948 660,87 € au titre de l'exercice budgétaire 2019.

Article 3 :

Le montant de la somme à verser par le Département, qui représente la part départementale de l'allocation personnalisée à l'autonomie financée pour les ressortissants de l'Isère (décret n° 2016-1814), à verser à l'établissement de juin à décembre s'établit à 348 737,61 € (49 819,65 € pour juin et 149 458,98 € pour chacun des deux derniers trimestres de l'année 2019).

Montant de la tarification dépendance	948 660,87 €
Déduction des prix de journée des résidents extérieurs en année pleine, des résidents hors département, de l'hébergement temporaire	79 941,46 €
Déduction des tickets modérateurs des ressortissants isérois en année pleine	20 974,69 €
Déduction des Gir 5 et 6 des ressortissants isérois en année pleine	246 638,53 €
Déduction des moins de 60 ans	0,00 €
Montant de la somme annuelle à verser en 2019	601 106,19 €
Montant de la somme déjà versée à l'établissement avant la mise en place de la dotation dépendance (Gir 1 à 4 des résidents isérois pour les mois de janvier à mai 2019)	252 368,57 €
Montant de la somme annuelle restant à verser (paiement en trois fois)	348 737,62 €
Montant de la somme à reverser par le Département pour le mois de juin 2019	49 819,66 €
Montant de la somme à reverser par le Département par trimestre (pour les 2 derniers trimestre de l'année)	149 458,98 €

Article 4 :

Pour 2020, dans le cas où la tarification dépendance ne peut être arrêtée au 1^{er} janvier de l'année, le Département versera à l'établissement en début de chaque trimestre la somme de 150 276,55 € correspondant au quart de la dotation annuelle de 2019. Une régularisation sera opérée sur les versements suivants, une fois la dotation établie pour l'année 2020.

Article 5 :

Les tarifs hébergement et dépendance applicables à l'EHPAD « La Maisoun » sont fixés ainsi qu'il suit à compter du **1^{er} juin 2019** :

Tarif Hébergement

Tarif hébergement permanent	62,00 €
Tarif hébergement des moins de 60 ans	83,90 €

Tarif dépendance hébergement

Tarif dépendance GIR 1 et 2	23,65 €
Tarif dépendance GIR 3 et 4	15,01 €

Tarif prévention à la charge du résident

Tarif dépendance GIR 5 et 6	6,37 €
-----------------------------	--------

Article 6 :

Tous les résidents âgés de 60 ans et plus doivent s'acquitter du tarif hébergement et du tarif prévention (tarif dépendance pour les GIR 5 et 6).

Article 7 :

Cet arrêté sera notifié aux membres du conseil de la vie sociale de l'établissement et porté à la connaissance des usagers par voie d'affichage.

Article 8 :

En application des articles R.351-15 et suivants du code de l'action sociale et des familles, les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (184 rue Duguesclin – 69433 Lyon Cedex 03) dans un délai d'un mois à compter de sa notification.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Dépôt en Préfecture le : 21/05/2019

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté n° 2019-1870

Direction de l'autonomie

Service Soutien à domicile des personnes âgées et handicapées

Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV),

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile,

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,

Vu l'arrêté d'autorisation délivré par le Président du Département pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009, permettant l'association Cassiopée d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport de personnes, ainsi que l'assistance aux personnes âgées et/ou aux personnes handicapées pour l'ensemble du département de l'Isère,

Considérant le fait que l'autorisation du 26 janvier 2009 est délivrée pour l'ensemble du département de l'Isère, qui n'est pas le territoire d'intervention réel de l'association Cassiopée,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2021 signé entre le Département de l'Isère et l'association Cassiopée,

Sur proposition de la Directrice générale des services

Arrête :

Article 1 :

L'association Cassiopée pourra intervenir sur les communes suivantes, qui constituent sa zone d'intervention :

Chapareillan, Pontcharra, Sainte-Marie-d'Allois, Le Cheylas, Saint-Vincent de Mercuze, Allevard, Barraux, Goncelin, La Flachère, Tencin, Le Touvet, Sainte-Agnès, La Terrasse, La Pierre, Lumbin, Laval, Crolles, Champ-Près-Frogès, Bernin, Frogès, Saint-Nazaire-les-Eymes, Villard-Bonnot, Saint-Ismier, Brignoud, Biviers, Lancey, Montbonnot, Le Versoud, Corenc, Domène, Meylan,

Muriannette, La Tronche, Gières, Seyssinet, Fontaine, Sassenage, Noyarey, Veurey-Voroize, Seyssins, Saint-Martin-le-Vinoux, Saint-Egrève, Le Fontanil, Le Chevallon de Voreppe, Voreppe, Echirolles, Eybens, Poisat, Saint-Martin-d'Hères, Brie-et-Angonnes, Champagnier, Claix, Le Pont-de-Claix, Vif, Le Gua, Saint-Georges-de-Commiers, Champ-sur-Drac, Saint-Paul-de-Varces, Varces, Chassignieu, Fitialieu, Granieu, La Batie-Montgascon, La Tour-du-Pin, Le Pont-de-Beauvoisin, Les Abrets-en-Dauphiné, Pressins, Saint-André-le-Gaz, Saint-Beron, Saint-Genix-du-Guiers, Saint-Ondras, Izeaux, Renage, Rives, Saint-Joseph-de-Rivière, Saint-Laurent-du-Pont, Saint-Pierre-de-Chartreuse.

Article 2 :

L'association Cassiopée est spécifiquement autorisée à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 3 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du/des CPOM signé(s) avec le Département. En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 4 :

Le renouvellement de cette autorisation sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF. L'évaluation externe devra parvenir deux ans avant le 25 janvier 2024, soit le 25 janvier 2022 au plus tard.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 6 :

La présente autorisation sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : ZA Percevallière, bâtiment D8, 8 avenue Pierre de Coubertin, BP 34, 38172 Seyssinet
- Numéro de SIREN : 411612518
- Statut : Association

Identification du service :

- Adresse : ZA Percevallière, bâtiment D8, 8 avenue Pierre de Coubertin, BP 34, 38172 Seyssinet
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- SIRET : 41161251800026

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 7 :

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 8 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Fait à Grenoble, le **23 AVR. 2019**



Arrêté n° 2019-1875 du 29 AVR. 2019

Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV),

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile,

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,

Vu l'arrêté d'autorisation délivré par le Président du Département pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009, permettant l'association Sève d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport de personnes ainsi que l'assistance aux personnes âgées et/ou aux personnes handicapées pour l'ensemble du département de l'Isère,

Considérant le fait que l'autorisation du 26 janvier 2009 est délivrée pour l'ensemble du département de l'Isère, qui n'est pas le territoire d'intervention réel de l'association Sève,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2021 signé entre le Département de l'Isère et l'association Sève,

Sur proposition de la Directrice générale des services

Arrête :

Article 1 :

L'association Sève pourra intervenir sur les communes suivantes, qui constituent sa zone d'intervention

Biol, Bourgoin-Jallieu, Cessieu, Châteauvillain, Domarin, Eclose-Badinières, La Chapelle-de-la-Tour, La Grive, Les Eparres, La Tour-du-Pin, Maubec, Meyrié, Meyrieu-les-Etangs, Morestel, Nivolas-Vermelle, Rochetoirin, Ruy-Montceau, Saint-André-le-Gaz, Saint-Agnin-sur-Bion, Sainte-Anne-sur-Gervonde, Saint-Chef, Saint-Clair-de-la-Tour, Saint-Didier-de-la-Tour, Saint-Savin, Saint-Sorlin-de-Morestel, Saint-Victor-de-Cessieu, Salagnon, Sérezin-de-la-Tour, Sermérieu, Succieu, Torchefelon, Veyrins-Thuellin, Vézeronce-Curtin, Vignieu, Artas, Bonnefamille, Crémieu, Chamagnieu, Charvieu-Chavagneux, Chavanoz, Chézeneuve, Chozéau, Diémoz, Four, Frontonas,

Grenay, Heyrieux, L'Isle-d'Abeau, Leyrieu-Moras, Panossas, Pont-de-Chéruy, Roche, Saint-Alban-de-Roche, Saint-Baudille-de-la-Tour, Saint-Georges-d'Espéranche, Saint-Hilaire de Brens, Saint-Jean-de-Bournay, Saint-Marcel-Bel-Accueil, Saint-Quentin-Fallavier, Saint-Romain-de-Jalionas, Satolas-et-Bonce, Septème, Soleymieu, Tignieu-Jameyzieu, Trept, Vaulx-Milieu, Vénérieu, La Verpillère, Veyssillieu, Villefontaine.

Article 2 :

L'association Sève est spécifiquement autorisée à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 3 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du/des CPOM signé(s) avec le Département. En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 4 :

Le renouvellement de cette autorisation sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF. L'évaluation externe devra parvenir deux ans avant le 25 janvier 2024, soit le 25 janvier 2022 au plus tard.

Article 5 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 6 :

La présente autorisation sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : 18 avenue Victor Hugo, BP 30596, 38305 Bourgoin-Jallieu cedex
- Numéro de SIREN : 334 567 872
- Statut : Association

Identification du service :

- Adresse : 18 avenue Victor Hugo, BP 30596, 38305 Bourgoin-Jallieu cedex
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- SIRET : 33456787200026

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 7 :

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

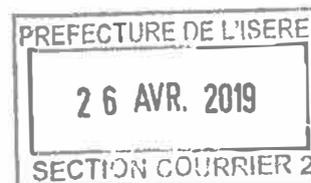
Article 8 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 9 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le :14/05/2019



Arrêté n° 2019-1894 du

23 AVR. 2019

Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV),

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile,

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,

Considérant que, du fait de la loi ASV, les services prestataires antérieurement agréés sont désormais réputés autorisés pour une durée de 15 ans à compter de la date de leur dernier agrément,

Vu l'agrément délivré par la Direccte pour une durée de cinq ans à compter du 14 décembre 2012, permettant à SAS Domicil+ d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport de personnes ainsi que l'assistance aux personnes âgées et/ou aux personnes handicapées pour l'ensemble du département de l'Isère,

Considérant le fait que l'agrément du 14 décembre 2012 est délivré pour l'ensemble du département de l'Isère, qui n'est pas le territoire d'intervention réel de la SAS Domicil+,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2021 signé entre le Département de l'Isère et la SAS Domicil+,

Sur proposition de la Directrice générale des services

Arrête :

Article 1 :

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est réputée accordée pour une durée de quinze ans à compter du **14 décembre 2012** à la SAS Domicil+, 20 avenue de Grande Bretagne, 66000 Perpignan, pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour les activités suivantes soumises à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,

- accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 2 :

La SAS Domicil+ pourra intervenir sur les communes suivantes, qui constituent sa zone d'intervention :

Grenoble, Saint-Egrève, Proveysieux, Fontanil-Cornillon, Mont-Saint-Martin, Saint-Martin-d'Hères, Echirolles, Fontaine, Claix, Sassenage, Noyarey, Engins, Seyssins, Seyssinet-Pariset, Eybens, Poisat, Brié-et-Angonnes, Herbays, Bresson, Le Pont-de-Claix, Champagnier, Saint-Martin-le-Vinoux, Meylan, Corenc, Saint-Martin-le-Vinoux, La Tronche, Gières.

Article 3 :

La SAS Domicil+ est spécifiquement autorisée à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 4 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du/des CPOM signé(s) avec le Département. En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 5 :

Le renouvellement de cette autorisation sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF. L'évaluation externe devra parvenir deux ans avant le 13 décembre 2027, soit le 27 décembre 2025 au plus tard.

Article 6 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 7 :

La présente autorisation sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : 20 avenue de Grande Bretagne, 66000 Perpignan
- Numéro de SIREN : 494 942 535
- Statut : SAS

Identification du service :

- Adresse : 20 avenue de Grande Bretagne, 66000 Perpignan
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- SIRET : 49494253500043

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 8 :

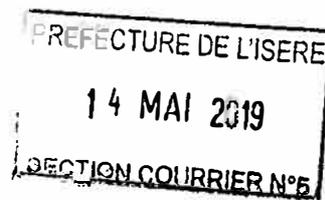
Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 9 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.



Arrêté n° 2019-2578 du
29 AVR. 2019

Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (AVS),

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile,

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,

Considérant que, du fait de la loi ASV, les services prestataires antérieurement agréés sont désormais réputés autorisés pour une durée de 15 ans à compter de la date de leur dernier agrément,

Vu l'agrément délivré par la Direccte pour une durée de cinq ans à compter du 16 juin 2014, permettant à la SAS Romelo d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport des personnes, ainsi que l'assistance aux personnes âgées et/ou aux personnes handicapées pour l'ensemble du département de l'Isère,

Considérant le fait que l'agrément du 14 septembre 2016 est délivré pour l'ensemble du département de l'Isère, qui n'est pas le territoire d'intervention réel de la SAS Romelo,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2021 signé entre le Département de l'Isère et la SAS Romelo,

Vu l'arrêté n° 2019-1902 qui est erroné,

Sur proposition de la Directrice générale des services

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté retire et remplace l'arrêté n°2019-1902.

Article 2 :

L'autorisation visée à l'article L313-1 du code de l'action sociale et des familles est réputée accordée pour une durée de quinze ans à compter du **16 juin 2014** à la SAS Romelo, 23 boucle de la Ramée, 38070 Saint-Quentin-Fallavier, pour intervenir auprès des personnes âgées et personnes en situation de handicap pour l'activité suivante soumises à autorisation :

- assistance dans les actes quotidiens de la vie aux personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques incluant garde malade à l'exclusion du soin,
- accompagnement et aide à la mobilité hors domicile des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou des personnes atteintes de pathologies chroniques,
- prestation de conduite du véhicule personnel des personnes âgées ou personnes en situation de handicap ou personnes atteintes de pathologies chroniques.

Article 3 :

La SAS Romelo pourra intervenir sur les communes suivantes, qui constituent sa zone d'intervention :

Saint-Quentin-Fallavier, L'Isle d'Abeau, Four, Saint-Alban-de-Roche, Saint-Marcel-Bel-Accueil, Bonnefamille, Roche, Villefontaine, Vaulx-Milieu, Satolas-et-Bonce, La Verpillière, Frontonas, Chamagnieu, Panossas, Grenay, Heyrieux, Saint-Georges-d'Espéranche, Diémoz, Chuzelles, Jardin, Luzinay, Saint-Sorlin-de-Vienne, Serpaize, Seyssuel, Vienne, Villette-de-Vienne, Artas, Beauvoir-de-Marc, Meyssiez, Moidieu-Detourbe, Royas, Saint-Jean-de-Bournay, Savas-Mepin, Villeneuve-de-Marc, Saint-Just-Chaleyssin, Valencin, Chasse-sur-Rhône, Estrablin, Eyzin-Pinet, Bourgoin-Jallieu, Oytier-Saint-Oblas, Pont-Evêque, Septème, Charantonnay.

Article 4 :

La SAS Romelo est spécifiquement autorisée à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 5 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du/des CPOM signé(s) avec le Département. En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 6 :

Le renouvellement de cette autorisation sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF. La deuxième évaluation externe devra parvenir deux ans avant le 15 juin 2029, soit le 15 juin 2027 au plus tard.

Article 7 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n° 2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 8 :

La présente autorisation sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : 23 boucle de la Ramée, 38070 Saint-Quentin-Fallavier
- Numéro de SIREN : 809 554 363
- Statut : SAS

Identification du service

- Adresse : 23 boucle de la Ramée, 38070 Saint-Quentin-Fallavier
- Catégorie : 460 - Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- SIRET : 55436300048

Equipement

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 9 :

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

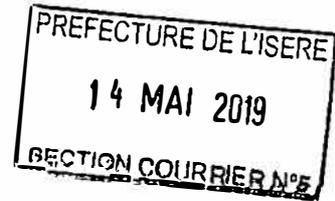
Article 10 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 11 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le 14/05/2019



Arrêté n° 2019-2579 du
29 AVR. 2019

Arrêté relatif à l'autorisation d'un service d'aide et d'accompagnement à domicile

Le Président du Conseil départemental

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment le titre 1^{er} du livre III de la partie réglementaire,

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L312-1, les articles L313-1 à L313-9 relatifs aux autorisations, les articles R313-1 à R313-10 relatifs aux dispositions générales des droits et obligations des établissements et services sociaux et médico-sociaux, les articles D313-11 à D313-14 relatifs aux contrôles et conformité des établissements et services,

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement (ASV),

Vu le décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile,

Vu le schéma départemental d'organisation sociale et médico-sociale en faveur des personnes âgées adopté le 15 décembre 2016,

Vu l'arrêté d'autorisation délivré par le Président du Département pour une durée de quinze ans à compter du 26 janvier 2009, permettant l'association Ambre Services d'exercer en qualité de prestataire les activités d'aide à la mobilité et au transport de personnes ainsi que l'assistance aux personnes âgées et/ou aux personnes handicapées pour l'ensemble du département de l'Isère,

Considérant le fait que l'autorisation du 26 janvier 2009 est délivrée pour l'ensemble du département de l'Isère, qui n'est pas le territoire d'intervention réel de l'association Ambre Services,

Vu le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) conclu pour la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2021 signé entre le Département de l'Isère et l'association Ambre Services,

Vu l'arrêté n° 2019-1865 qui est erroné,

Sur proposition de la Directrice générale des services

Arrête :

Article 1 :

Le présent arrêté retire et remplace l'arrêté n° 2019-1865.

Article 2 :

L'association Ambre Services pourra intervenir sur les communes suivantes, qui constituent sa zone d'intervention :

Aoste, Charancieu, Chimilin, Corbelin, Granieu, Romagnieu, La Bâtie-Montgascon, Les Abrets-en-Dauphiné, Pont-de-Beauvoisin, Pressins, Saint-Albin-de-Vaulserre, Saint-Jean-d'avelanne, Saint-Martin-de-Vaulserre, Voissant, Velanne.

Article 3 :

L'association Ambre Services est spécifiquement autorisée à intervenir auprès des bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) mentionnée à l'article L232-1 du CASF et de la prestation de compensation du handicap (PCH) mentionnée à l'article L245-1 du même code comme en dispose l'article L313-1-2 du CASF.

Article 4 :

La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale, mentionnée à l'article L313-6 alinéa 3 du CASF, pour la durée du/des CPOM signé(s) avec le Département. En l'absence de CPOM, aucun nouveau dossier de bénéficiaire habilité à l'aide sociale départementale ne pourra être pris en charge.

Article 5 :

Le renouvellement de cette autorisation sera subordonné aux conditions définies par l'article L.313-5 du CASF. L'évaluation externe devra parvenir deux ans avant le 25 janvier 2024, soit le 25 janvier 2022 au plus tard.

Article 6 :

Conformément à l'article L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation pourra être retirée, si le service ne répond pas aux conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement définies par décret n°2016-502 du 22 avril 2016 relatif au cahier des charges national des services d'aide et d'accompagnement à domicile.

Article 7 :

La présente autorisation sera enregistrée au fichier national des établissements et services sanitaires et sociaux (FINESS) selon les caractéristiques suivantes :

Identification de l'entité juridique :

- Adresse : 3 rue Professeur Trillat, 38480 Le Pont-de-Beauvoisin
- Numéro de SIREN : 535 270 946
- Statut : association

Identification du service :

- Adresse : 3 rue Professeur Trillat 38480, Le Pont-de-Beauvoisin
- Catégorie : 460 Service Prestataire d'Aide à Domicile
- Agrégat de catégorie : 4605 - Etablissements et services multi clientèles
- SIRET : 53527094600028

Equipement :

- Discipline : 469 - Aide à domicile
- Mode de fonctionnement : 16 - Prestation en milieu ordinaire
- Clientèle : 010 - Personnes handicapées (tous types de déficiences sans autre indication) et 700 Personnes âgées (sans autre indication)

Article 8 :

Conformément à l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, tout changement important relatif à l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement du service autorisé par cet arrêté, devra être porté à la connaissance du Président du Département. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord du Président du Département.

Article 9 :

Les recours contentieux contre le présent arrêté devront parvenir aux greffes du tribunal administratif de Grenoble (2 place de Verdun – 38000 Grenoble) dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il aura été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et notifié au Président de l'organisme gestionnaire, à Monsieur le Délégué Territorial de l'Agence Régionale de Santé et à Monsieur le Directeur départemental de la Direccte Rhône-Alpes, Unité Territoriale de l'Isère.

Dépôt en Préfecture le 14/05/2019



Direction de l'éducation, de la jeunesse
et du sport

Direction territoriale de la protection judiciaire
de la jeunesse de l'Isère

Arrêté n° 2019 – 2271

Arrêté n° 38 – 2019 – 05 – 16 - 007

relatif à la tarification 2019 accordée à l'établissement «Les Guillemottes», géré par
l'association Œuvre du Bon Pasteur

**Le Préfet de l'Isère,
Le Président du Conseil départemental de l'Isère,**

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre 2, titre 2 (enfance) et livre 3, titre I (établissements et services soumis à autorisations),

Vu l'ordonnance n° 45-1845 du 18 août 1945 relative au remboursement aux institutions privées des frais d'entretien et d'éducation des mineurs délinquants,

Vu les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, n° 83-663 du 22 juillet 1983 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983, relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

Vu le décret n° 2010-214 du 2 mars 2010 relatif au ressort territorial, à l'organisation et aux attributions des services déconcentrés de la protection judiciaire de la jeunesse,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2005-12479 en date du 13 octobre 2005, habilitant au titre du décret n°88-949 du 6 octobre 1988 modifié, relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements ou services auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011070-00012 du 11 mars 2011 portant modification d'habilitation justice à établissement «Les Guillemottes »,

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Isère en date du 27 novembre 2018, fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2019, en application de l'article L.313-8 du code de l'action sociale et des familles,

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019, transmises par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement,

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers conjoints du Président du Conseil départemental de l'Isère et du Préfet,

Vu les courriers en réponse transmis par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement,

Sur proposition conjointe de la Directrice générale des services du Département de l'Isère et de la Directrice territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Isère,

Arrêtent :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement « Les Guillemottes » sont autorisées comme suit :

BP Les Guillemottes

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	278 170	2 235 176
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	1 744 670	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	212 336	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	2 156 655	2 164 781
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	8 126	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 :

Conformément aux dispositions du IV bis de l'article L.314-7 du code de l'action sociale et des familles, **la dotation globale de financement est fixée à 2 156 655,08 euros**, correspondant à un prix de journée pour les départements extérieurs de 171,37 euros applicables au 1^{er} avril 2019. La dotation globale intègre une partie du résultat excédentaire de l'exercice 2017, soit **70 394,92 euros**.

L'affectation du résultat excédentaire 2017 de 211 184,77 euros, se décompose comme suit :

- reprise en réduction des charges d'exploitation 70 394,92 euros
- réserve de compensation des charges d'amortissement 70 394,92 euros
- report à nouveau 70 394 ,92 euros

Article 3 :

Dans l'attente de la fixation des prix de journée 2020, le prix de journée de 172,30 euros, correspondant au prix de journée au 1^{er} janvier 2019. Il sera appliqué à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les départements extérieurs.

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, dans le délai d'un mois qui court à compter de sa date de publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement ou service concerné.

Article 6 :

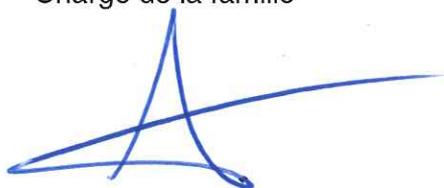
Les tarifs ainsi fixés au présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère et de la Préfecture de l'Isère.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département et la Directrice territoriale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de l'Isère sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **1 6 MAI 2019**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général adjoint
Chargé de la famille



Alexis Baron

Le Préfet

Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Philippe PORTAL!

Dépôt en Préfecture le

REPUBLIQUE FRANÇAISE



Arrêté n° 2019 – 2347

Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport
Service Accueil en protection de l'enfance



**Arrêté relatif à la tarification 2019 accordée au service d'accueil généraliste de la
Maison des adolescents du bassin Sud-Isère géré par l'association CODASE.**

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre 2, titre 2 (enfance) et livre 3, titre I (établissements et services soumis à autorisations) ;

Vu les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, n° 83-663 du 22 juillet 1983 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Isère en date du 16 novembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2019 en application de l'article L.313.8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019, transmises par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers du Président du Conseil départemental ;

Vu les courriers en réponse transmis par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service d'accueil généraliste de la Maison des adolescents du bassin Sud-Isère du Codase sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 600	145 118
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	124 486	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	17 032	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	145 118	145 118
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 :

Conformément aux dispositions du IV bis de l'article L.314-7 du code de l'action sociale et des familles, **la dotation globale de financement est fixée à 145 118 euros.**

Article 3 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, dans le délai d'un mois qui court à compter de sa date de publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 4 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement concerné.

Article 5 :

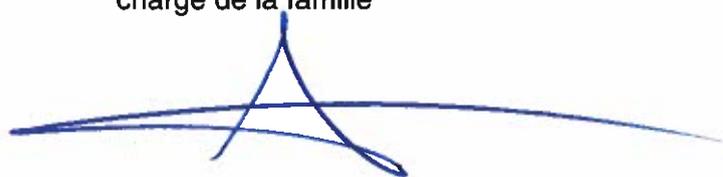
Le tarif fixé au présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **25 AVR. 2019**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Arrêté relatif à la tarification 2019 accordée à l'établissement Le Sasep, géré par l'association ALTACAN

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre 2, titre 2 (enfance) et livre 3, titre I (établissements et services soumis à autorisations) ;

Vu les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, n° 83-663 du 22 juillet 1983 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Isère en date du 16 novembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2019 en application de l'article L.313.8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019, transmises par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers du Président du Conseil départemental ;

Vu les courriers en réponse transmis par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Le Sasep sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	15 360	295 968
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	258 780	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	21 828	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	278 389	278 389
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 :

Conformément aux dispositions du IV bis de l'article L.314-7 du code de l'action sociale et des familles, **la dotation globale de financement est fixée à 278 389 euros** correspondant au prix de journée de 72,64 euros applicables au 1^{er} mars 2019.

La dotation globale intègre le résultat excédentaire ou déficitaire de l'exercice 2017, soit **17 579,00 euros**.

Article 3 :

Dans l'attente de la fixation du prix de journée 2020, le prix de journée correspondant au prix de journée au 1^{er} janvier 2019, soit 72,44 euros sera appliqué pour les Départements extérieurs.

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, dans le délai d'un mois qui court à compter de sa date de publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement public départemental.

Article 6 :

Les tarifs fixés au présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **25 AVR. 2019**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

**Arrêté relatif à la tarification 2019 accordée à l'établissement La maison du Barbaz,
géré par l'association ALTACAN**

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre 2, titre 2 (enfance) et livre 3, titre I (établissements et services soumis à autorisations) ;

Vu les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, n° 83-663 du 22 juillet 1983 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Isère en date du 16 novembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2019 en application de l'article L.313.8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019, transmises par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers du Président du Conseil départemental ;

Vu les courriers en réponse transmis par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement La maison du Barbaz sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	88 000	725 532
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	533 907	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	103 624	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	725 532	725 532
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 :

Conformément aux dispositions du IV bis de l'article L.314-7 du code de l'action sociale et des familles, **la dotation globale de financement est fixée à 725 532 euros** correspondant aux prix de journée de 184,60 euros applicables au 1^{er} mars 2019.

Article 3 :

Dans l'attente de la fixation du prix de journée 2020, le prix de journée correspondant au prix de journée au 1^{er} janvier 2019, soit 183,22 sera appliqué pour les Départements extérieurs.

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, dans le délai d'un mois qui court à compter de sa date de publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement public départemental.

Article 6 :

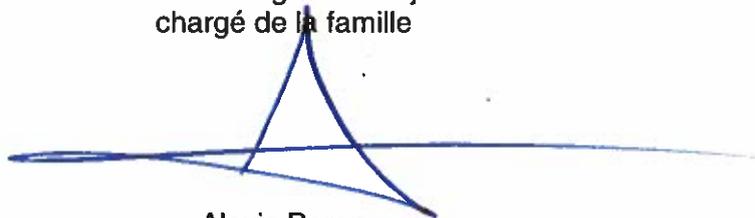
Les tarifs fixés au présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **25 AVR. 2019**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

Arrêté n° 2019 – 2414

Arrêté relatif à la tarification 2019 accordée au service de droit de visite, géré par l'association CODASE

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre 2, titre 2 (enfance) et livre 3, titre I (établissements et services soumis à autorisations) ;

Vu les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, n° 83-663 du 22 juillet 1983 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Isère en date du 16 novembre 2019 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2019 en application de l'article L.313.8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019, transmises par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers du Président du Conseil départemental ;

Vu les courriers en réponse transmis par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du service de droit de visite sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 323	211 484
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	179 687	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	23 475	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	193 471	193 509
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 :

Conformément aux dispositions du IV bis de l'article L.314-7 du code de l'action sociale et des familles, **la dotation globale de financement est fixée à 193 471 euros.**

La dotation globale intègre le résultat excédentaire ou déficitaire de l'exercice 2017, soit **18 013,18 euros.**

Article 3 :

Dans l'attente de la fixation du prix de journée 2020, le prix de journée correspondant au prix de journée au 1^{er} janvier 2019, soit 28,85 sera appliqué pour les Départements extérieurs.

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, dans le délai d'un mois qui court à compter de sa date de publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement public départemental.

Article 6 :

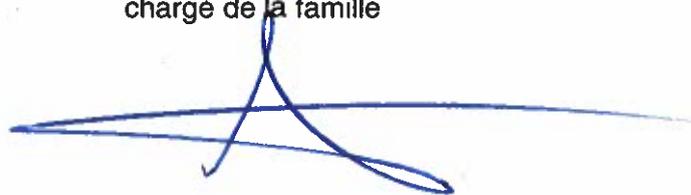
Les tarifs fixés au présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **25 AVR. 2019**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :

**Arrêté relatif à la tarification 2019 accordée à l'établissement La Clef des champs
géré par l'association ORSAC**

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre 2, titre 2 (enfance) et livre 3, titre I (établissements et services soumis à autorisations) ;

Vu les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, n° 83-663 du 22 juillet 1983 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Isère en date du 16 novembre 2018 fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2019 en application de l'article L.313.8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019, transmises par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers du Président du Conseil départemental ;

Vu les courriers en réponse transmis par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement La Clef des champs sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	225 000	1 354 834
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	980 440	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	149 394	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	1 278 371	1 293 321
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	14 950	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 :

Conformément aux dispositions du IV bis de l'article L.314-7 du code de l'action sociale et des familles, **la dotation globale de financement est fixée à 1 278 371 euros** correspondant aux prix de journée de 150,51 euros applicables au 1^{er} avril 2019.

La dotation globale intègre une reprise du résultat 2017 pour 61 513,12 euros. 60 000 euros sont affectés en outre à la réserve de compensation des déficits.

Article 3 :

Dans l'attente de la fixation du prix de journée 2020, le prix de journée correspondant au prix de journée au 1^{er} janvier 2019, soit 151,66 euros sera appliqué pour les Départements extérieurs.

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, dans le délai d'un mois qui court à compter de sa date de publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement public départemental.

Article 6 :

Les tarifs fixés au présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **25 AVR. 2019**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :



Arrêté relatif à la tarification 2019 accordée à l'établissement Les Clefs, géré par l'association ORSAC

Le Président du Conseil départemental de l'Isère

Vu le code de l'action sociale et des familles, livre 2, titre 2 (enfance) et livre 3, titre I (établissements et services soumis à autorisations) ;

Vu les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983, n° 83-663 du 22 juillet 1983 et n° 83-1186 du 29 décembre 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu la délibération du Conseil départemental de l'Isère en date du 16 novembre fixant l'objectif annuel d'évolution des dépenses 2019 en application de l'article L.313.8 du code de l'action sociale et des familles ;

Vu les propositions budgétaires et leurs annexes pour l'exercice 2019, transmises par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Vu les propositions de modifications budgétaires transmises par courriers du Président du Conseil départemental ;

Vu les courriers en réponse transmis par la personne ayant qualité pour représenter l'établissement ou le service ;

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département ;

Arrête :

Article 1 :

Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement Les Clefs sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	40 000	587 703
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	461 349	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	86 354	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	526 151	527 951
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	1 800	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0	

Article 2 :

Conformément aux dispositions du IV bis de l'article L.314-7 du code de l'action sociale et des familles, **la dotation globale de financement est fixée à 526 151 euros** correspondant aux prix de journée de 40,76 euros applicables au 1^{er} avril 2019.

La dotation globale intègre le résultat excédentaire de l'exercice 2017, soit **59 752,03 euros**.

Article 3 :

Dans l'attente de la fixation du prix de journée 2020, le prix de journée correspondant au prix de journée au 1^{er} janvier 2019, soit 40,86 sera appliqué pour les Départements extérieurs :

Article 4 :

Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, dans le délai d'un mois qui court à compter de sa date de publication, ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification.

Article 5 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée à l'établissement public départemental.

Article 6 :

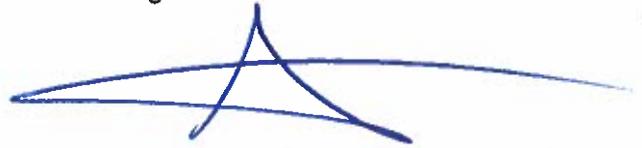
Les tarifs fixés au présent arrêté seront publiés au recueil des actes administratifs du Département de l'Isère.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Grenoble, le **25 AVR. 2019**

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général adjoint
chargé de la famille



Alexis Baron

Dépôt en Préfecture le :



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 17 mai 2019
DOSSIER N° 2019 CP D 07 54

Objet : Subventions d'équipement des collèges

Politique : Education

Programme : Equipement des collèges
Opération : Mobilier matériel des collèges

Service instructeur : Finances - octroyer ou retirer des subventions, prêts et secours, bourses et allocations diverses.

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations	20431//221			
Montant budgété	120 000 €			
Montant déjà réparti	34 335 €			
Montant de la présente répartition	5 136 €			
Solde à répartir	80 529 €			
Programmation de travaux				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Montant budgété	.....	.....	.....	.....
Montant déjà réparti	.....	.....	.....	.....
Montant de la présente répartition	.....	.....	.....	.....
Solde à répartir	.....	.....	.....	.....
Conventions, contrats, marchés				
Imputations	.....	.....	.....	.....
Autres (à préciser)				

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Délibération de référence pour les délégations : Délibération n° 2015SE1B3204 du 2 avril 2015

Acte réglementaire ou à publier :

Dépôt en Préfecture le : 22 mai 2019

Exécutoire le : 22 mai 2019

Publication le :

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP04 D 07 54,

Vu l'avis de la Commission des collèges, de la jeunesse et du sport,

DECIDE

d'allouer les subventions suivantes :

- collège Fernand Bouvier à Saint-Jean-de-Bournay : 1 481 € pour l'achat d'un pack mannequins pour la formation des élèves aux gestes de premiers secours,
- collège Le Savouret à Saint-Marcellin :
 - 1 370 € pour l'acquisition d'un piano pour l'enseignement de la musique,
 - 461 € pour l'achat d'une maquette pour la technologie,
- collège La Garenne à Voiron : 1 824 € pour aménager la cour de l'établissement avec du nouveau mobilier extérieur afin d'améliorer la qualité de vie des élèves.



EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

Séance du 17 mai 2019
DOSSIER N° 2019 CP F 31 68

Objet : Adaptation des emplois

Politique : Ressources humaines

Programme : Effectifs budgétaires

Opération :

Service instructeur : DRH/CP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Administration générale - adapter les emplois et les effectifs dans le respect du budget voté pour les ressources humaines et dans la limite de l'effectif maximum autorisé par l'assemblée départementale.

Acte réglementaire ou à publier : Oui

Dépôt en Préfecture le : 22 mai 2019

Exécutoire le : 22 mai 2019

Publication le :

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP04 F 31 68,

Vu l'avis de la Commission des finances, des ressources humaines et des moyens généraux,

DECIDE

d'approuver les adaptations de postes ci-après :

1- Suppressions / créations de postes

* Direction générale

Service relation aux usagers

- suppression d'un poste d'adjoint technique
- création d'un poste d'adjoint administratif

* Direction des finances

Direction

- suppression d'un poste d'ingénieur chef
- création d'un poste d'attaché

Service pilotage et méthode

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'adjoint administratif

Service administratif et financier 4

- suppression d'un poste d'attaché
- création d'un poste d'adjoint administratif

Service administratif et financier 8

- suppression de deux postes de rédacteurs
- création de deux postes d'adjoints administratifs
- suppression d'un poste d'attaché
- création d'un poste d'adjoint administratif

* Direction des constructions publiques et de l'environnement de travail

Service gestion du parc

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste d'ingénieur

- suppression d'un poste de technicien
- création d'un poste d'ingénieur

* Direction des ressources humaines

Direction

- suppression d'un poste d'attaché
- création d'un poste de conseiller socio-éducatif

* Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport

Service PMI et parentalités

- suppression d'un poste de médecin
- création d'un poste d'attaché

* Direction de l'autonomie

Service évaluation médico-sociale et suivi CDAPH

- suppression d'un poste d'infirmier en soins généraux
- création d'un poste d'assistant socio-éducatif

Service prestations financières et aide sociale

- suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- création d'un poste d'attaché

* Direction des solidarités

Cellule administrative de proximité et fonctions supports

- suppression d'un poste de rédacteur
- création d'un poste de technicien

* Direction territoriale du sud grésivaudan

Service éducation

- suppression d'un poste d'agent de maîtrise
- création d'un poste d'adjoint technique des établissements d'enseignement

* Direction territoriale du Grésivaudan

Service enfance famille

- suppression d'un poste d'attaché
- création d'un poste d'assistant socio-éducatif

Service développement social

- suppression d'un poste d'attaché
- création d'un poste de rédacteur

* Direction territoriale de l'agglomération grenobloise

- suppression d'un poste d'assistant socio-éducatif
- création d'un poste de rédacteur

Service local de solidarité Echirrolles

- suppression d'un poste de conseiller socio-éducatif
- création d'un poste d'attaché

2 – Précisions sur certains emplois

*** Direction de l'aménagement**

Un poste de chargé-e de projets est actuellement vacant au service agriculture et forêts. Face à la difficulté de recruter des titulaires,

- d'ouvrir également la possibilité de recruter des agents contractuels en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

*** Direction des mobilités**

Un poste de chargé-e d'opérations au service ouvrages d'art et risques naturels est actuellement vacant. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux.

*** Direction de l'éducation, de la jeunesse et du sport**

Un poste de sage-femme de PMI est actuellement vacant au service PMI et parentalités. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des sages-femmes territoriales.

*** Direction de l'autonomie**

Un poste de chef-cheffe de projets est actuellement vacant au service coordination et gestion de projets. Face à la difficulté de recruter des titulaires,

- d'ouvrir également la possibilité de recruter des agents contractuels en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des attachés territoriaux.

*Direction territoriale du Grésivaudan

Un poste de travailleur social ASE est actuellement vacant au service Enfance famille. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux.

* Direction territoriale de l'agglomération grenobloise

Trois postes d'assistants-es (sociaux-ale) de polyvalence sont actuellement vacants au sein des services locaux de solidarité d'Echirolles et de St Martin d'Hères. Face à la difficulté de recruter des titulaires,

- d'ouvrir également la possibilité de recruter des agents contractuels en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux.

Un poste de travailleur social ASE est actuellement vacant au service local de solidarité de Grenoble sud. Face à la difficulté de recruter un titulaire,

- d'ouvrir également la possibilité de recruter un agent contractuel en l'application de l'article 3-3 2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée.

Les niveaux de recrutement et de rémunération (grille et régime indemnitaire) sont fixés en référence au cadre d'emplois des assistants socio-éducatifs territoriaux.



Arrêté n° 2019-2198 du du 18/04/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale de
l'Agglomération grenobloise**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4070 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Vu l'arrêté n°2019-1950 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise,

Vu l'arrêté nommant **Madame Marie-Pierre Cavallotto**, adjointe au chef du service local de solidarité Pont-de-Claix à compter du 1^{er} mai 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à :

Madame Martine Henault, directrice du territoire de l'Agglomération grenobloise,

Madame Thérèse Cerri, directrice adjointe,

Madame Pascale Callec, directrice adjointe,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

pour les services thématiques :

Madame Céline Bray, chef du service développement social et à
Madame Coralie Girard, adjointe au chef du service développement social,

Monsieur Patrick Pichot, chef du service enfance famille et à
Madame Sylvie Lapergue, adjointe au chef du service enfance famille, et à

Monsieur Frédéric Blanchet, chef du service autonomie et à
Madame Ségolène Olivier, adjointe au chef du service autonomie,

Madame Véronique Nowak, chef du service éducation, et à
Monsieur Laurent Marquès, adjoint au chef du service éducation,

pour les services locaux de solidarité :

Madame Stéphanie Bergereau, chef du service local de solidarité Echirolles et à
(Poste vacant), adjointe au chef du service local de solidarité Echirolles,

Madame Valérie Buisnière-Bonifaci chef du service local de solidarité Fontaine
Madame Cyrielle Mayo-De Vos, adjointe au chef du service local de solidarité Fontaine,

Madame Fabienne Bourgeois, chef du service local de solidarité Grenoble nord et à
Madame Marie De Bovadilla, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble nord,

Madame Christine Grechez, chef du service local de solidarité Grenoble sud et à
Madame Pascale Platini, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble sud,

Madame Geneviève Goy, chef du service local de solidarité Grenoble est et à
(Poste vacant), adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble est,

Madame Bernadette Jalifier, chef du service local de solidarité Grenoble ouest et à
Madame Marion Loron, adjointe au chef du service local de solidarité Grenoble ouest,

Madame Nathalie Reis, chef du service local de solidarité Meylan,

Madame Caroline Dussart, chef du service local de solidarité Pont-de-Claix et à
Madame Marie-Pierre Cavallotto, adjointe au chef du service local de solidarité Pont-de-Claix,

Madame Sylvie Bonnardel, chef du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères et à
Madame Clara Polge, adjointe au chef du service local de solidarité Saint-Martin-d'Hères,

(Poste vacant), chef du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux et à
Madame Valérie Trinh, adjointe au chef du service local de solidarité Saint-Martin-le-Vinoux,

Madame Claire Droux, chef du service local de solidarité Vizille,

Mesdames Julie Boisseau, Sarah Giraud, Isabelle Lavarec, cadres d'appui TAG intervenant sur différents SLS,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Isabelle Saintot**, coordinatrice de la cellule fonction support, pour signer tous les actes relatifs aux attributions de cette cellule.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Mesdames Perrine Rostaingt, Véronique Conte et Alexandra Grezanlé**, chargées de projet développement social, pour signer les contrats d'engagement réciproques dans le cadre du RSA.

Article 5 :

Délégation est donnée à **Madame Florence Allain**, chef de projet au service développement social, pour signer les actes relatifs aux demandes d'aides financières attribuées par le service développement social, aux décisions liées au dispositif hôtelier ainsi que les courriers adressés aux partenaires.

Article 6 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Martine Henault, directrice, et de
Madame Thérèse Cerri, directrice adjointe, et
Madame Pascale Callec, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 7 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service ou d'un cadre d'appui, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou l'un des adjoints au chef de service, de la direction territoriale de l'Agglomération grenobloise.

Article 8 :

En cas d'absence d'un chargé de projet développement social, la délégation qui lui est conférée par l'article 4 peut être assurée par l'un des autres chargés de projet développement social ou par le chef de service ou l'adjoint du service développement social

En cas d'absence du chargé de projet ASO, la délégation qui lui est conférée par l'article 5 peut être assurée par le chef ou l'adjoint au chef de service développement social.

Article 9 :

L'arrêté n° 2019-1950 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 10 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 26/04/2019



Arrêté n° 2019-2201 du 18/04/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction de l'autonomie

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4052 relatif aux attributions de la direction de l'autonomie,

Vu l'arrêté n° 2018-9134 portant délégation de signature pour la direction de l'autonomie,

Vu l'arrêté nommant **Madame Marie-Ange Sempolit**, adjointe au chef du service évaluation médico-sociale et suivi CDAPH à compter du 29 avril 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame France Lamotte**, directrice de l'autonomie et à **Madame Sandrine Robert**, directrice adjointe, à l'effet de signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction de l'autonomie, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Madame Geneviève Chevaux, chef du service des établissements pour les personnes âgées et handicapées

Monsieur Michel Mogis, adjoint au chef du service établissements pour les personnes âgées et handicapées,

Madame Marion Giroud , chef du service soutien à domicile pour les personnes âgées et personnes handicapées,

Madame Agnès Finet, chef du service coordination et gestion de projet,

Madame Delphine Lecomte, chef du service aide sociale et prestations financières, et à **(Poste vacant)**, coordonnateur du service aide sociale et prestations financières,

Madame Cécile Bertrand , chef du service évaluation médico-sociale et suivi CDAPH,

Madame Marie-Ange Sempolit, adjointe au chef du service évaluation médico-sociale et suivi CDAPH,

Madame Carole Longechamp, chef du service contrôle et qualité,

Madame Corinne Scoté, chef du service accueil et information,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et leurs avenants,
- procédures contradictoires de tarification,
- ordres de mission pour les déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres mission ponctuel pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Madame France Lamotte, directrice, et de

Madame Sandrine Robert, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction de l'autonomie.

Article 5 :

L'arrêté n° 2018-9134 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.



Arrêté n° 2019-2206 du du 18/04/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de la Porte des Alpes**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4068 relatif aux attributions de la direction territoriale de la Porte des Alpes,

Vu l'arrêté n° 2019-951 portant délégation de signature pour la direction territoriale de la Porte des Alpes,

Vu l'arrêté nommant **Madame Chrystèle Vilain**, adjointe au chef du service action médico-sociale Ouest à compter du 1^{er} mai 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Nelson Adonis** directeur du territoire de la Porte des Alpes, et à **Monsieur Sébastien Goethals**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Lyonel Richard, chef du service aménagement et à
(Poste vacant), adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur Nicolas Novel-Catin, chef du service éducation et
Monsieur Jean-Christophe Millée, adjoint au chef du service éducation,

Madame Sylvie Kadlec, chef du service aide sociale à l'enfance et à
Madame Isabelle Saint-Gérand, adjointe au chef du service aide sociale à l'enfance,

Madame Anne Charron, chef du service autonomie, et à
Madame Florence Gayton, adjointe au chef du service autonomie,

Madame Marie-Annick Vandamme, chef du service action médico-sociale Est, et à
Madame Marie-Laure Moussier, adjointe au chef du service action médico-sociale Est,

Madame Marie-Cécile Sourd, chef du service action médico-sociale Ouest, et à
Madame Chrystèle Vilain, adjointe au chef du service action médico-sociale Ouest,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine .

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Maude Darondeau**, chargée de mission aide sociale à l'enfance, pour signer les actes relatifs au dispositif de la protection de l'enfance sur le territoire de la Porte des Alpes.

Article 4 :

Délégation est donnée à **Madame Sandrine Lopez**, cadre technique d'appui au service action médico-sociale Ouest, pour signer les actes relatifs aux dispositifs de l'action sociale polyvalente sur le territoire de la Porte des Alpes.

Article 5 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Nelson Adonis, directeur du territoire, et de

Monsieur Sébastien Goethals, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 6 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service, de la direction territoriale de la Porte des Alpes.

Article 7 :

L'arrêté n° 2019-951 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 8 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en Préfecture : 26/04/2019



Arrêté n° 2019-2317 du 23/04/2019

Arrêté portant délégation de signature pour la direction des finances

Le Président du Conseil Département

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n°2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4053 relatif aux attributions de la direction des finances,

Vu l'arrêté n° 2018-9072 portant délégation de signature pour la direction des finances

Considérant, l'intérim assuré par **Madame Delphine Schmitt** en tant que chef du service administratif et financier n°6 à compter du 23 avril 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Hervé Monnet**, directeur des finances, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des finances, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jacques Zerbib, chef du service stratégie financière et programmation et à

Madame Nelly Dagon, chef du service pilotage et méthode, et à

Monsieur Vincent Thourigny, adjoint au chef de service pilotage et méthode,

Madame Barbara Martin, chef du service administratif et financier n°1, et à
Monsieur Philippe Le Floch, chef du service administratif et financier n°2, et à
Monsieur Luc Boissise, chef du service administratif et financier n°3, et à
Madame Karen Peaudcerf, chef du service administratif et financier n°4, et à
Madame Amélie Aguirre, coordonnatrice du service administratif et financier n°4, et à
Madame Aurélie Hernandez, coordonnatrice du service administratif et financier n°4 et à
Madame Nelly Thirion, chef du service administratif et financier n°5, et à
Madame Delphine Schmitt, chef du service administratif et financier n°6 par intérim et
coordonnatrice du service administratif et financier n° 6 et à
Madame Maryse Chichignoud, chef du service administratif et financier n°7, et à
Madame Liliane Pupin, coordonnatrice du service administratif et financier n°7 et à
Monsieur Aurélien Budillon, chef du service administratif et financier n°8 et à
Madame Anne Excoffier, coordonnatrice du service administratif et financier n°8,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence de **Monsieur Hervé Monnet**, directeur, la délégation qui lui est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service, d'un adjoint au chef de service ou d'un coordonateur, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction des finances.

Article 5 :

L'arrêté n° 2018-9072 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.



Arrêté n° 2019-2733 du 09/05/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction de l'innovation numérique
et des systèmes d'information**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2019-2734 relatif aux attributions de la direction des systèmes d'information,

Vu l'arrêté n° 2018-8299 portant délégation de signature pour la direction des systèmes d'information,

Vu l'avis favorable du comité technique du 4 avril 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Monsieur Vincent Arnaud**, directeur de l'innovation numérique et des systèmes d'information, et à **Madame Farriel Baya Benaboura**, directrice adjointe chargée de mission dématérialisation, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction des systèmes d'information, à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

- **Monsieur Emmanuel Gillard**, chef du service outils infrastructure techniques et exploitation,
- **Monsieur Basile Kere**, chef du service assistance et équipements,
- **Monsieur Stevan Spirkovitch**, adjoint au chef du service assistance et équipements,
- **Monsieur Luc Hablot**, chef du service innovation application études,
- **Madame Farriel Baya Benaboura**, chef de service stratégie numérique par intérim,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans leurs attributions, à l'exclusion des actes visés à l'article 1 ci-dessus et des actes suivants :

- marchés (à l'exclusion des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- conventions avec incidence financière et de leurs avenants,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine,

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Monsieur Vincent Arnaud, directeur, et de

Madame Farriel Baya Benaboura, directrice adjointe chargée de mission dématérialisation,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'une autre direction.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service, la délégation qui lui est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service de la direction des systèmes d'information.

Article 5 :

L'arrêté n° 2018-8299 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en préfecture : 21/05/2019



Arrêté n° 2019-2734 du
10/05/2019

Arrêté relatif aux attributions de la direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information

Le Président du Conseil départemental

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4049 portant attribution de la direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information,

Vu l'avis favorable du comité technique du 4 avril 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services,

Arrête :

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté 2018-4049 visé ci-dessus sont abrogées.

Article 2 :

La direction de l'innovation numérique et des systèmes d'information organise et met en œuvre les systèmes d'information nécessaires à l'activité des services départementaux. A ce titre elle est dotée des attributions suivantes :

2-1 Service innovation application études :

- piloter les projets applicatifs dans le respect des contraintes de coût, qualité et délai,
- assurer la maintenance et l'évolution des applications de l'ensemble des directions de la collectivité ;

2-2 service stratégie numérique :

- définition des stratégies SI en terme d'urbanisation et de sécurité avec les missions de RSSI (responsable de la sécurité des systèmes d'information) et d'urbaniste SI,
- conseil et accompagnement des métiers dans les projets d'innovation numérique,
- gestion du portefeuille global des projets de la DINSI,
- mission du CIL ;

2-3 service infrastructure techniques et exploitation :

- administrer les réseaux locaux, urbains et distants des sites du Département,
- assurer l'exploitation de l'ensemble des applications informatiques,
- organiser la maintenance et l'évolution du parc de serveurs,
- gérer l'ensemble des autocommutateurs téléphoniques et des prestations associées,
- réaliser les évolutions technologiques et opérationnelles nécessaires au maintien d'un niveau de sécurité adéquat,
- gérer le réseau radio ;

2-4 service assistance et équipements :

- assurer l'assistance et l'accompagnement des utilisateurs,
- gérer les installations, déménagements, dépannages et interventions,
- anticiper les besoins des utilisateurs en matière de prévention des incidents,
- assurer une permanence technique pour la réception des demandes d'interventions,
- mission des ANT dans les collèges ;

Article 3 :

Les attributions décrites dans l'article 2 prennent effet au **1^{er} mai 2019**.

Article 4 :

La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date dépôt en Préfecture : 21/05/2018



Arrêté n° 2019-2740 du 09/05/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de l'Isère rhodanienne**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4065 relatif aux attributions de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,

Vu l'arrêté n° 2019-2097 portant délégation de signature pour la direction territoriale de l'Isère rhodanienne,

Considérant, la prise de poste de **Madame Sylvie Delepine**, en qualité d'adjointe au chef de service autonomie à compter du 29 avril 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Corine Brun**, directrice du territoire de l'Isère rhodanienne, et à **Monsieur Tanguy Jestin**, directeur adjoint, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe, adressées notamment aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de missions lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Jean-Maxime Rome, chef du service aménagement,

Monsieur Alexandre Cassar, chef du service éducation,

Madame Nathalie Delclaux, chef du service enfance-famille par intérim et à

Madame Laurence Theuillon, adjointe au chef de service enfance-famille et à

Madame Marguerite Gaufres, adjointe au chef de service enfance-famille,

Madame Delphine Roux, chef du service autonomie et à

Madame Sylvie Delepine, adjointe au chef de service autonomie,

Madame Maud Makeieff, chef du service développement social et à

Mesdames Véronique Charleux-Manneveau et Ségolène Arnaud, adjointes au chef du service développement social,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction,
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou départements limitrophes,
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

Délégation est donnée à **Madame Florence Revol**, chargée de mission auprès du service développement social, pour signer tous les actes relevant des dispositifs liés à l'insertion des jeunes et des adultes, à l'accès au logement et aux actions sociales polyvalentes.

Article 4 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Corine Brun, directrice du territoire, et de

Monsieur Tanguy Jestin, directeur adjoint,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 5 :

En cas d'absence d'un chef de service ou d'un adjoint au chef de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service ou adjoints au chef de service de la direction territoriale de l'Isère rhodanienne.

En cas d'absence du chargé de mission « développement social », la délégation qui lui est conférée par l'article 3, peut être assurée par le chef de service développement social ou les adjointes au chef du service développement social.

Article 6 :

L'arrêté n° 2019-2097 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 7 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en préfecture : 21/05/2019



Arrêté n° 2019-2894 du 15/05/2019

**Arrêté portant délégation de signature pour la direction territoriale
de Voironnais Chartreuse**

Le Président du Conseil départemental

Vu l'article L 3221-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 2019-556 portant organisation des services du Département,

Vu l'arrêté n° 2018-4074, relatif aux attributions de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse,

Vu l'arrêté n°2019-2051 portant délégation de signature pour la direction territoriale de Voironnais Chartreuse,

Vu l'arrêté nommant **Madame Florence Allain**, chef du service développement social par intérim à compter du 2 mai 2019,

Sur proposition de la Directrice générale des services du Département,

Arrête :

Article 1 :

Délégation est donnée à **Madame Chantale Brun**, directrice du territoire de Voironnais Chartreuse, et à **Madame Naïma Perrin-Bayard**, directrice adjointe, pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions de la direction territoriale à l'exclusion :

- des rapports à l'assemblée départementale et à la commission permanente,
- des délibérations du Conseil départemental de l'Isère et de la commission permanente,
- des délégations de service public, contrats de partenariat et leurs avenants,
- des notifications de subvention,
- de toutes lettres posant une orientation de la collectivité ou une décision de principe adressées, notamment, aux élus,
- des arrêtés portant tarification,
- des mémoires rédigés dans le cadre d'un contentieux,
- des ordres de mission lorsque le moyen de transport est l'avion,
- des conventions avec incidence financière et de leurs avenants, à l'exception des marchés publics et des conventions relatives aux actions menées dans le cadre des Conférences Territoriales des Solidarités.

Article 2 :

Délégation est donnée à :

Monsieur Michaël Richard, chef du service aménagement et à (Poste vacant), adjoint au chef du service aménagement,

Monsieur François Balaye, chef du service éducation,

Monsieur Olivier Chatelard, chef du service aide sociale à l'enfance et à

Madame Karine Faure, adjointe au chef du service aide sociale à l'enfance,

Madame Christine Guichard, chef du service PMI,

Madame Sandrine Suchet, chef du service autonomie,

Madame Florence Allain, chef du service développement social par intérim,

pour signer tous les actes et correspondances entrant dans les attributions du territoire, y compris les sections au titre du traitement aux limites.

Sont exclus de leur domaine de compétence les actes visés à l'article 1 ci-dessus et les actes suivants :

- marchés (à l'exception des marchés à procédure adaptée),
- arrêtés de subventions,
- règlements amiables des dommages corporels et matériels causés à des particuliers,
- demandes et déclarations réglementaires liées à l'acte de construction.
- ordres de mission pour déplacements réguliers dans le département ou les départements limitrophes
- ordres de mission ponctuels pour les déplacements hors de France métropolitaine.

Article 3 :

En cas d'absence simultanée de

Madame Chantale Brun, directrice du territoire, et de

Madame Naïma Perrin-Bayard, directrice adjointe,

la délégation qui leur est conférée peut être assurée par un des directeurs ou directeurs adjoints d'un autre territoire.

Article 4 :

En cas d'absence d'un chef de service, d'un adjoint au chef de service ou d'un responsable de service, la délégation qui leur est conférée par l'article 2 peut être assurée par l'un des chefs de service, adjoints au chef de service ou responsables de service de la direction territoriale de Voironnais Chartreuse.

En cas d'absence du chargé de mission « prévention jeunesse », la délégation qui lui est conférée par l'article 3 peut être assurée par le chef du service aide sociale à l'enfance.

En cas d'absence du chargé de mission « insertion logement », la délégation qui lui est conférée par l'article 4 peut être assurée par le chef du service développement social ou par l'adjoint au chef de ce même service.

Article 5 :

L'arrêté n°2019-2051 est abrogé à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Article 6 :

La Directrice générale des services du Département est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs du Département.

Date de dépôt en Préfecture : 21/05/2019



EXTRAIT DES DELIBERATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE

Séance du 17 mai 2019
DOSSIER N° 2019 CP C 14 42

Objet : Plan Écoles - définition du dispositif

Politique : Equipement des territoires

Programme : Plan Ecoles
Opération :

Service instructeur : DDEV/CLP

Sans incidence financière

Répartition de subvention

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Programmation de travaux

Imputations

Montant budgété

Montant déjà réparti

Montant de la présente répartition

Solde à répartir

Conventions, contrats, marchés

Imputations

Autres (à préciser)

Délégation de la commission permanente (*références délégation - articles*) :

Finances - arrêter des programmes d'aides diverses dans la limite des crédits votés par l'assemblée départementale

Acte réglementaire ou à publier :

Dépôt en Préfecture le : 22 mai 2019

Exécutoire le : 22 mai 2019

Publication le :

DELIBERATION DE LA COMMISSION PERMANENTE

La commission permanente,

Vu le rapport du Président N°2019 CP04 C 14 42,

Vu l'avis de la Commission des déplacements, des routes, de l'habitat, de l'environnement, de l'équipement des territoires, du numérique,

DECIDE

- de mettre en œuvre un Plan écoles sur une durée de trois ans (2019/2020/2021) qui prendra effet dès les conférences territoriales de juin, et de retenir comme date limite pour la transmission des derniers ordres de service de démarrage des travaux, l'échéance du 30 septembre 2021 ;

- de valider les modalités de ce Plan telles que détaillées ci-dessous.

Ce plan départemental concerne les travaux en direction des écoles et des restaurants scolaires.

Il s'articule autour de deux volets :

1- Un bonus supplémentaire sur les projets scolaires structurants inscrits dans le cadre de la dotation territoriale, dont le montant de travaux dépasse 300 000 € HT.

Les critères d'attribution sont les suivants :

- bonus de 200 000 € par opération, dans la limite de 20 % du montant HT des travaux, pour toute opération globale inscrite en programmation indicative du contrat territorial ou nouvelle opération,
- bonus de 100 000 € par opération, dans la limite de 20 % du montant HT des travaux, pour des opérations ayant bénéficié d'une première subvention en commission permanente de mars ou avril 2019,
- le bonus s'ajoute à la subvention correspondante aux critères d'attribution des aides déterminés par la conférence territoriale dans la limite de 1 dossier maximum par maître d'ouvrage.

2- Un accompagnement spécifique pour les petites opérations hors dotation territoriale, dont le montant de travaux est inférieur à 300 000 € HT.

Les critères d'attribution sont les suivants :

- application d'un taux unique de financement de 60 % du montant HT des travaux,
- opération globale inscrite en programmation indicative du contrat territorial ou nouvelle opération,
- pas de limite de dossiers par maître d'ouvrage.

Ces opérations ne sont donc pas inscrites dans le cadre de la dotation territoriale et sont financées en totalité dans le cadre du Plan écoles.

Les modalités de versement et de caducité des subventions votées dans le cadre du Plan écoles seront identiques à celles appliquées pour la dotation territoriale.

Hôtel du Département de l'Isère - CS 41096 - 38022 GRENOBLE CEDEX –
Tél : 04.76.00.38.38
Directrice de la publication : Séverine Battin
Rédaction et abonnement : service relations usagers